



5 MINUTES

Prix.
100fcfa

Pour lire l'Essentiel

Jeudi 25 juin 2026

ISSN 0850-167X

N° 0758

CONCOURS GÉNÉRAL 2026



BABOU BAT TOUS

ROI DU PRIX-TANÉE

Quatre premiers prix pour le prodige du
Prytanée militaire de Saint-Louis

LE COLONEL MBENGUE SUR LES PAS DU COLONEL MAMOUR SARR

VERBATIM

Le supplice des travailleurs

Au Sénégal, on travaille pour mourir. La législation sociale précarise les employés au détriment des employeurs protégés par une législation sociale forte. Rares sont les procès gagnés par les travailleurs souvent contraints à renoncer à la bataille judiciaire faute de moyens financiers voire même de temps. De renvoi en renvoi, d'appel en appel, le plaignant ballotté entre les exigences pécuniaires des avocats et le laxisme des tribunaux fini par "s'en remettre à Dieu". Dans ce monde du travail, le meilleur patron ignore Dieu. Il ne voit que le bilan financier en fin de journée.

Les plaintes des employés sont traitées dans des bureaux cossus avant d'être laconiquement épluchés à la barre. Les plaintes des travailleurs sont balayées d'un revers de la main et les hâbleurs en chef signalés au sein des cartels puis réduits au chômage éternel. Cet ancien syndicaliste du groupe Sud Com ne nous démentira pas. Nos députés, depuis lundi, se penchent sur le code du travail. Ils ont pris le taureau par la queue. Le contrat de travail, document fondamental, est banalisé dans nos entreprises. Les inspecteurs du travail le savent. Ils ont beau levé la voix mais que valent leurs récriminations face à des employeurs puissants et face à un État qui préfère les taxes à la vie des cotisants ! Quand l'inspecteur des impôts est plus important que l'inspecteur du travail alors bonjour la précarisation. Quand l'Etat préfère le redressement fiscal au respect de la dignité humaine alors bonjour l'insécurité sociale. Le ministre de la fonction, syndicaliste réputé, aurait dû démarquer par le renforcement de l'inspection du travail, l'obligation des chefs d'entreprise à la contractualisation, le toilettage du code du travail et le respect obligatoire du reversement des cotisations sociales ponctionnées à la source.

Les chantiers sont vastes. Les urgences réelles. Qui pour s'en occuper ? Ne cherchons pas loin : lorsque l'Ipres et la Caisse de Sécurité Sociale opèrent sans Directeur Général depuis des mois et que la situation n'inquiète personne alors cherchons l'erreur.

Ben Makhtar

**AFFAIRE PRODAC :
PAPE MALICK
NDOUR
QUITTE REBEUSS
SOUS BRACELET ÉLECTRONIQUE**



**SÉCURITÉ ET JOJ :
MOUHAMED
MAKHTAR CISSÉ
VERROUILLE
LA COOPÉRATION
AVEC PARIS**



PRYTANEE MILITAIRE DE SAINT-LOUIS :

DU COLONEL MAMOUR SARR AU COLONEL MBENGUE : L'EXCELLENCE AU GARDE-À-VOUS



Le Prytanée militaire Charles N'Tchoréré poursuit sa marche vers l'excellence dans la continuité. Après le départ du colonel Mamour Sarr, dont le commandement a été marqué par des investissements structurants, la célébration du centenaire de l'institution et des performances académiques remarquables, le colonel Mbengue s'inscrit dans la même dynamique de rigueur, de discipline et d'exigence.

Ancien enfant de troupe, le nouveau commandant connaît parfaitement les valeurs qui fondent cette prestigieuse école. Depuis sa prise de fonction, il s'attache à préserver les acquis tout en renforçant les leviers de performance qui ont fait la réputation du Prytanée militaire au Sénégal et au-delà.

Cette continuité se traduit également par des résultats scolaires d'exception. L'illustration la plus éclatante en est le parcours d'Ameth Babou, consacré meilleur élève du Sénégal aCon-

cours général 2026. Véritable révélation de cette édition, l'élève du Prytanée militaire a réalisé un exploit retentissant en remportant quatre premiers prix, une performance rarissime qui couronne des années de travail, de discipline et d'excellence. Ce sacre national vient confirmer la place du Prytanée parmi les meilleures institutions éducatives du pays et démontre que la culture de l'excellence demeure intacte sous le commandement du colonel Mbengue.

Au-delà de la réussite individuelle d'Ameth Babou, c'est tout un modèle éducatif qui est récompensé. Le succès du Prytanée repose sur un subtil équilibre entre discipline militaire, exigence académique et formation citoyenne. Une formule qui continue de produire des résultats exceptionnels et de former des générations de jeunes appelés à servir la Nation dans les sphères militaire, administrative, écono-

mique ou politique.

Nombreux sont ceux qui voient dans cette transition un passage de témoin réussi entre deux officiers profondément attachés à la mission de l'institution. Le colonel Mamour Sarr a consolidé les fondations d'un établissement déjà prestigieux, multipliant les initiatives destinées à renforcer son rayonnement. Le colonel Mbengue, lui, s'inscrit dans cette dynamique en veillant à préserver les standards d'excellence qui font la renommée du Prytanée.

Le triomphe d'Ameth Babou apparaît ainsi comme le symbole d'une continuité réussie entre les deux commandements. Il témoigne de la solidité d'un héritage patiemment construit et de la capacité de l'institution à maintenir le cap de la performance malgré les changements à sa tête.

Plus qu'un simple changement de commandement, c'est la perpétuation d'une tradition centenaire qui se confirme. À travers les performances de ses élèves et l'émergence de talents comme Ameth Babou, le Prytanée militaire Charles N'Tchoréré démontre qu'il demeure l'un des principaux creusets de l'excellence sénégalaise, fidèle à sa devise : « Savoir pour mieux servir ».

Ben Makhtar

Déclaration de patrimoine :

L'ADHA EXIGE L'APPLICATION STRICTE DE LA LOI



L'Action pour les Droits Humains et l'Amitié (ADHA) est montée au créneau pour rappeler le caractère obligatoire de la déclaration de patrimoine pour les responsables publics. Dans un communiqué publié ce 24 juin 2026 à Dakar, l'organisation estime que le respect de cette obligation légale constitue un pilier fondamental de la transparence et de la bonne gouvernance.

Selon l'ADHA, la loi n°2014-17 du 2 avril 2014 impose aux personnes assujetties de déclarer leur patrimoine à l'entrée comme à la sortie de leurs fonctions auprès de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC). Cette disposition concerne notamment le Président de la République, le Premier ministre, les membres du gouvernement, les députés, les responsables des institutions constitutionnelles, les gouverneurs, préfets, sous-préfets, ambassadeurs, directeurs généraux des établissements publics et sociétés nationales ainsi que plusieurs catégories d'agents chargés de la gestion des deniers publics.

Pour l'organisation de défense des droits humains, aucune fonction publique ne saurait justifier une dérogation à cette obligation. « Nul

n'est au-dessus de la loi », souligne l'ADHA, qui rappelle que la déclaration de patrimoine est un instrument essentiel de prévention de l'enrichissement illicite, des conflits d'intérêts et de la corruption.

L'organisation se dit toutefois préoccupée par le niveau de mise en œuvre de ce dispositif. Elle estime que le mécanisme de contrôle prévu par la loi demeure insuffisamment appliqué et appelle l'OFNAC à exercer pleinement les prérogatives qui lui sont reconnues afin de garantir le respect effectif des obligations légales.

Dans cette perspective, l'ADHA formule plusieurs recommandations. Elle demande notamment l'application des sanctions prévues contre les assujettis qui ne respectent pas leurs obligations, la publication régulière d'informations sur le niveau de conformité des responsables concernés, ainsi que la production d'un rapport public annuel consacré à l'état des déclarations de patrimoine.

L'organisation plaide également pour un renforcement de l'indépendance institutionnelle et des moyens d'action de l'OFNAC afin de lui permettre de remplir efficacement sa mission de contrôle et de prévention.

Pour son président, Adama Mbengue, la transparence dans la gestion des affaires publiques ne doit pas être perçue comme une option mais comme une exigence républicaine. Il estime que le respect rigoureux des règles relatives à la déclaration de patrimoine constitue un élément indispensable à la consolidation de l'État de droit et à la restauration de la confiance des citoyens envers les institutions.

L'ADHA affirme enfin qu'elle restera mobilisée pour veiller au respect des principes de transparence, de redevabilité et de bonne gouvernance, qu'elle considère comme les fondements d'une démocratie forte et d'une administration publique exemplaire.

Sokhna O.K. NDIAYE

COOPÉRATION SÉNÉGALO-FRANÇAISE :

SÉCURITÉ, GOUVERNANCE TERRITORIALE ET JOJ 2026 AU CŒUR DESSÉCHANGES

Les relations entre le Sénégal et la France continuent de se consolider à travers de nouveaux engagements dans les domaines de la sécurité publique et de l'administration territoriale. Cette volonté commune a été réaffirmée lors du séjour de travail effectué à Paris par le ministre sénégalais de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Mouhamadou Makhtar Cissé, du 22 au 25 juin 2026.

Au cours de cette mission, le responsable sénégalais a multiplié les séances de travail avec plusieurs autorités françaises afin d'examiner les perspectives de coopération entre les deux pays. La rencontre la plus importante s'est tenue au ministère français de l'Intérieur où il a été reçu par Laurent Nunez. Les discussions ont

également associé des experts des deux administrations ainsi que l'ambassadeur du Sénégal en France, Baye Moctar Diop. Les échanges ont permis d'évaluer l'état d'avancement des programmes de coopération déjà engagés et d'identifier de nouveaux domaines d'intervention. Les questions relatives à la sécurité des grands événements, à la formation des personnels, à la coordination opérationnelle et au partage d'expériences ont occupé une place centrale dans les débats.

Une attention particulière a été accordée à l'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026. À quelques mois de cet événement planétaire, les deux parties ont passé en revue les dispositifs destinés à garantir son bon déroulement. Les autorités françaises ont notamment réitéré leur disponibilité à accompagner le Sénégal dans plusieurs aspects liés à la préparation sécuritaire et logistique de cette compétition historique pour l'Afrique.

À l'issue des rencontres, les responsables des deux pays se sont félicités de la qualité du dia-

logue et de la convergence de leurs vues sur les enjeux communs. Sur les réseaux sociaux, Laurent Nunez a salué la richesse des échanges avec son homologue sénégalais et mis en avant les progrès réalisés dans le cadre de la coopération bilatérale.

Le déplacement a également été marqué par la conclusion d'un nouvel accord administratif consacré à l'administration territoriale. Ce mécanisme de coopération prévoit le développement d'actions conjointes en matière de formation, d'assistance technique et d'échange d'expertise entre les services compétents des deux États.

À travers cette initiative, Dakar et Paris entendent renforcer les capacités de leurs administrations respectives et favoriser une meilleure circulation des connaissances et des bonnes pratiques dans la gestion des collectivités territoriales.

Cette visite témoigne de la volonté des deux gouvernements d'inscrire leur partenariat dans une dynamique durable, fondée sur la confiance mutuelle et la coopération concrète. Elle confirme également l'importance accordée à la réussite des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026, qui représentent un défi majeur mais aussi une opportunité exceptionnelle de rayonnement pour le Sénégal et pour l'ensemble du continent africain.

Ben Latif

AFFAIRE PRODAC :**PAPE MALICK NDOUR QUITTE REBEUSS SOUS BRACELET ÉLECTRONIQUE**

Pape Malick Ndour retrouve la liberté provisoire Après plus d'un mois passé à la maison d'arrêt et de correction de Rebeuss, l'ancien ministre de la Jeunesse et ancien coordonnateur du Prodac, Pape Malick Ndour, a obtenu une liberté provisoire sous bracelet électronique. Une décision qui relance les débats autour d'un des dossiers les plus suivis du Pool judiciaire financier.

Nouveau rebondissement dans l'affaire Prodac. La Chambre d'accusation financière du Pool judiciaire financier (PJF) a accordé, ce mercredi 24 juin, une liberté provisoire à Pape Malick Ndour. L'information a été confirmée par son avocat, Me Baboucar Cissé, qui précise que la mesure est assortie du port du bracelet électronique.

Cette décision met fin à plus d'un mois de détention à la maison d'arrêt et de correction de Rebeuss. L'ancien ministre avait été arrêté le 15 mai dernier à son domicile avant d'être écroué à la suite de la confirmation de son mandat de dépôt par la Cour suprême.

Poursuivi dans le cadre de l'affaire du Programme des domaines agricoles communau-

taires (Prodac), Pape Malick Ndour est mis en cause pour association de malfaiteurs, détournement présumé de deniers publics et blanchiment de capitaux. Les investigations portent sur des irrégularités financières estimées à environ 2,7 milliards de francs CFA.

Le dossier a connu plusieurs retournements judiciaires. Dans un premier temps, le juge d'instruction financier lui avait accordé une liberté provisoire sous surveillance électronique. Mais le parquet financier avait contesté cette décision. Saisie de l'appel, la Chambre d'accusation financière avait finalement ordonné son placement sous mandat de dépôt en janvier dernier, une décision ensuite validée par la Cour suprême.

La nouvelle décision rendue ce mercredi ne signifie toutefois pas la fin des poursuites. Placé sous contrôle judiciaire, l'ancien responsable politique demeure à la disposition de la justice pendant la poursuite de l'instruction. Les enquêteurs du Pool judiciaire financier continuent en effet de travailler sur les différents volets de cette affaire qui demeure emblématique de la lutte contre la délinquance économique et



financière engagée par les autorités.

Pour ses soutiens, cette remise en liberté provisoire constitue un signe positif dans l'évolution de la procédure. Pour d'autres observateurs, elle rappelle surtout que la présomption d'innocence demeure un principe fondamental tant qu'aucune décision définitive n'a été rendue sur le fond du dossier.

Mamy FANTA

RAPPORT DU FMI : ENTRE CONFIANCE DES MARCHES ET REALITE DES CITOYENS

Réconcilier la rigueur des chiffres et la réalité des vies : c'est là que se situe la frontière entre une simple gestion comptable et une véritable vision d'État.

Ce que le FMI voit, ce que les Sénégalais vivent

Le communiqué publié le 22 juin 2026 par le Fonds monétaire international marque un tournant décisif dans les relations financières extérieures du Sénégal. Après plusieurs mois de vives incertitudes provoquées par les révélations sur le misreporting des finances publiques, l'institution de Washington acte enfin les efforts de redressement consentis par les autorités de Dakar. Une croissance globale projetée à 6,7 %, un déficit budgétaire ramené de 13,4 % à 6,4 % du PIB, une gouvernance rationalisée à travers la création d'une Direction générale des Financements et de la Dette : les gages donnés aux bailleurs et aux marchés internationaux sont indéniables. Pour comprendre ce que le FMI voit réellement, il faut d'abord saisir comment il évalue un pays. L'institution juge la crédibilité d'un État selon quatre critères : soutenabilité de la dette, gouvernance budgétaire, capacité de remboursement et stabilité macroéconomique. Sur ces quatre critères, le Sénégal progresse formellement, mais demeure vulnérable sur le fond. La dette publique révisée dépasse 100 % du PIB selon toutes les évaluations indépendantes. Les charges d'intérêts représenteront 27 % des recettes publiques

d'ici 2026, selon les projections de Moody's. La notation souveraine a été dégradée quatre fois en dix-huit mois, de B+ (S&P) à CCC+ en novembre 2025, de Ba3 (Moody's) à Caa1 en octobre 2025. Ces niveaux signalent un risque de crédit élevé, comparable à celui de pays confrontés à des tensions financières structurelles. Pourtant, ce satisfecit technique ne saurait masquer les zones d'ombre. Le même communiqué rappelle que la procédure relative aux déclarations erronées passées reste ouverte, que la vulnérabilité de notre dette demeure critique et qu'un feu vert définitif du Conseil d'administration du FMI reste suspendu à des arbitrages rigoureux. Le Sénégal avance, certes. Mais le verrou de la pleine normalisation n'est pas encore levé.

Le FMI salue, mais il conditionne

Le document du 22 juin 2026 relève de la plus pure diplomatie institutionnelle : il encourage, mais il impose ses conditions. Au terme de sa mission à Dakar du 15 au 19 juin, l'équipe menée par Mme Mercedes Vera Martin valide trois acquis majeurs. D'abord, une croissance réelle de 6,7 % en 2025 tirée par l'entrée en production des hydrocarbures ; ensuite, une contraction spectaculaire du déficit budgétaire de sept points de PIB en un an ; enfin, la refonte de l'architecture de gestion de la dette publique. Ces ajustements comptables étaient le passage obligé pour restaurer le dialogue. Toutefois, la trajectoire reste balisée par deux avertissements ma-

jeurs. D'une part, le verdict politique du Conseil d'administration du FMI se fait attendre. Une mission technique constate des progrès ; elle ne clôt pas un dossier de cette gravité institutionnelle.

D'autre part, la physionomie de nos finances publiques reste à la merci des chocs extérieurs. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient accentuent la pression sur l'État à travers le fardeau des subventions énergétiques. Il convient ici de poser un diagnostic lucide : les subventions non ciblées à l'énergie constituent une anomalie économique et sociale. En l'état, elles s'apparentent à un mécanisme régressif qui profite davantage aux ménages aisés, plus grands consommateurs de carburant et d'électricité, qu'aux populations démunies. En hésitant à réformer courageusement ce système par peur de l'impopularité, le gouvernement se voit contraint de comprimer d'autres budgets essentiels : la santé, l'éducation et les infrastructures de base. Bientôt, plus d'un quart des recettes fiscales de l'État pourrait être englouti dans le seul remboursement des intérêts. Le Sénégal assainit la forme, mais le fond demeure d'une extrême fragilité...

A SUIVRE

Falilou COUNDOUL

Think Tank Pragmatisme Social-Démocrate

VISITE DU PRESIDENT DIOMAYE EN ALLEMAGNE:

LE SUCCULENT "SERITHIEU" APPORTÉ AUX SÉNÉGALAIS



Du 21 au 23 juin 2026, le Chef de l'État a effectué un voyage historique en Allemagne. L'objectif ? Financer la Vision Sénégal 2050 et attirer 28 milliards d'euros (18 366,7 milliards de F CFA) d'investissements : pari réussi ! Le bilan est exceptionnel.

Voici ce que le Président ramène concrètement pour les Sénégalais :

1. LE BILAN FINANCIER : LES CHIFFRES DU « SERITHIEU »

120 millions d'euros (environ 78,7 milliards de F CFA) [GAUFF et ASER] : pour électrifier

300 à 750 villages grâce à l'énergie solaire. 100 millions d'euros (environ 65,6 milliards de F CFA) [FrameTek] : pour créer des infrastructures de stockage agricole, avec à la clé entre 750 et 5 000 emplois.

20 millions d'euros (environ 13,1 milliards de F CFA) [KfW] : une subvention destinée à la modernisation des PME sénégalaises.

2 millions d'euros (environ 1,3 milliard de F CFA) [B. Braun] : pour la fabrication locale de matériel de dialyse.

2. INDUSTRIALISATION ET EMPLOIS

5 000 véhicules électriques par an : création d'une usine locale de camionnettes électriques.

150 jeunes formés : partenariat avec Daimler Trucks (Mercedes) pour la formation de mécaniciens sénégalais.

Textile : le Sénégal accueillera l'Africa Sourcing and Fashion Week en 2027.

3. LES TROIS GRANDES RÉFORMES POUR ATTIRER LES INVESTISSEMENTS

Devant les dirigeants d'entreprises allemandes, le Président a mis en avant plusieurs réformes majeures :

Nouveau Code des investissements 2025 :

renforcement de la sécurité juridique des investisseurs.

Réforme fiscale : simplification et amélioration de la transparence du système fiscal.

Dématérialisation des procédures : facilitation des démarches administratives via la plateforme Invest in Sénégal.

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT

AUX PARTENAIRES ALLEMANDS

« Le Sénégal vous tend la main. Nous avons la volonté politique. Vous avez la technologie et les capitaux. Ensemble, nous avons tout. »

Le Chef de l'État a également rencontré la diaspora sénégalaise en Allemagne et salué sa contribution au développement national.

Félicitations au Président de la République pour les résultats de cette visite officielle. Nous avons la conviction que, avec le soutien nécessaire, ces partenariats contribueront à la transformation économique et sociale du Sénégal.

Président Me Diaraf SOW

Président national du parti ADAE/J

Membre de la Structure des Cadres Think Tank de la Coalition Diomaye Président



Concours général 2026 :

LE PRYTANÉE MILITAIRE DE SAINT-LOUIS PORTE L'EXCELLENCE SÉNÉGALAISE



Le palmarès du Concours général 2026 confirme la vitalité de l'excellence académique sénégalaise et met en lumière plusieurs établissements qui se sont distingués dans les différentes disciplines. Parmi eux, le Prytanée militaire de Saint-Louis s'impose comme l'un des grands vainqueurs de cette édition grâce aux performances remarquables de ses élèves.

La vedette incontestée du concours est Ameth Babou. Élève en série S1 au Prytanée

autres élèves de l'établissement figurent au palmarès dans différentes disciplines, notamment en Chimie, Histoire et Sciences de la Vie et de la Terre. Cette présence constante parmi les lauréats confirme le rôle de référence joué par cette institution dans le système éducatif sénégalais.

D'autres établissements ont également marqué cette édition du Concours général. Le Lycée scientifique d'excellence de Diourbel s'est distingué dans plusieurs matières scien-

tiques, tandis que le Lycée Seydina Limamoulaye a réalisé une belle percée, notamment en Électronique-Électrotechnique, en Éducation physique et sportive ainsi qu'en Sciences économiques.

Le palmarès révèle également l'émergence de talents issus d'établissements publics et privés de différentes régions du pays, illustrant ainsi la diversité et la richesse du potentiel scolaire sénégalais.

Au-delà des distinctions individuelles, cette édition 2026 du Concours général rappelle l'importance de la culture de l'excellence dans les établissements scolaires. Elle met en valeur le travail des élèves, l'engagement des enseignants et les efforts consentis par les familles pour accompagner la réussite des apprenants.

À quelques semaines du baccalauréat, ces résultats constituent un signal fort pour l'ensemble du système éducatif national et un motif de fierté pour les établissements dont les élèves ont porté haut les couleurs de l'école sénégalaise.

Pasteur DIOP

Concours général LE BATAILLON DES PRYTANES PRIMÉS

Le Prytanée militaire de Saint-Louis confirme son rang parmi les établissements les plus performants du Sénégal. Au Concours général 2026, l'institution a obtenu 14 distinctions nationales réparties entre les classes de Première et de Terminale.

Le bilan comprend 5 premiers prix, 2 deuxièmes prix, 2 troisièmes prix et 5 accessits. La figure de proue de cette réussite est Ameth Babou, élève de Terminale S1, auteur d'un exploit remarquable avec quatre premiers prix en Citoyenneté et Droits de l'Homme, Dissertation philosophique, Français et Physique.

Chez les Terminales, le Prytanée totalise 10 distinctions. Outre les succès d'Ameth Babou, El Hadji Ahmadou Samb obtient un deuxième prix en Dissertation philosophique. Mouhamed Ndiop se distingue en Chimie et en Sciences de la Vie et de la Terre, tandis que Mouhamed Diop et Mouhamadou Diba figurent parmi les lauréats en Histoire.

Les élèves de Première ont également contribué à cette moisson avec 4 distinctions. Albert Soutyo Wollou décroche le deuxième prix en Allemand, Mouhamed Gassama le troisième prix dans la même discipline ainsi qu'un accessit en Histoire. En Anglais, Mouhamed Abdou Khamid Gueye obtient le troisième prix.

Avec ces résultats, le Prytanée militaire de Saint-Louis confirme son excellence et son statut de référence dans le paysage éducatif sénégalais.

P. DIOP

DIOURBEL, LIMAMOULAYE ET LE PRYTANÉE EN TÊTE

Les palmarès des classes de Première et de Terminale du Concours général 2026 confirment la domination de quelques établissements d'excellence.

Avec 21 distinctions, le Lycée scientifique d'excellence de Diourbel occupe la première place du classement national. L'établissement s'illustre particulièrement dans les disciplines scientifiques, notamment en Mathématiques, Chimie et SVT.

Le Lycée Seydina Limamoulaye suit de près avec 20 distinctions. Sa force réside dans sa polyvalence, avec des résultats remarquables dans les filières techniques, l'EPS, les Mathématiques et les Sciences économiques.

Troisième du classement, le Prytanée militaire de Saint-Louis totalise 14 distinctions. L'établissement est porté par la performance exceptionnelle d'Ameth Babou, auteur de quatre premiers prix, et confirme son excellence aussi bien dans les sciences que dans les lettres.

Le Lycée d'Excellence Mariama Bâ se classe quatrième avec 10 distinctions, devant le Lycée Nation-Armée pour la Qualité et l'Équité de Kaffrine (8 distinctions) et celui de Sédhio (6 distinctions).



Cette édition 2026 met en évidence la concentration des distinctions dans quelques établissements de référence qui continuent d'incarner l'excellence scolaire sénégalaise.

Top 5 des établissements les plus primés

1. Lycée Scientifique d'Excellence de Diourbel : 21 distinctions
2. Lycée Seydina Limamoulaye : 20 distinctions
3. Prytanée Militaire de Saint-Louis : 14 distinctions
4. Lycée d'Excellence Mariama Bâ : 10 distinctions
5. Lycée Nation-Armée pour la Qualité et l'Équité de Kaffrine : 8 distinctions.

Pasteur DIOP

Podor :

21 FORAGES À L'ARRÊT BIENTÔT REMIS EN SERVICE

L'Office des Forages Ruraux (OFOR) a franchi une nouvelle étape dans la réforme de l'hydraulique rurale en procédant à la remise d'un important lot d'équipements destinés à la réhabilitation de 21 forages en panne dans le département de Podor. Une initiative qui devrait améliorer significativement l'accès à l'eau potable pour des milliers de ménages.

La cérémonie s'est déroulée à Pété, dans l'arrondissement de Saldé, en présence des autorités administratives, des élus territoriaux et des responsables de l'OFOR et de la Sénégalaise des Eaux Rurales (SDER). Le matériel réceptionné comprend notamment des groupes électrogènes, des électropompes et divers équipements techniques destinés à remettre en service des ouvrages hydrauliques restés à l'arrêt pendant plusieurs mois, voire plusieurs années.

Pour le directeur général de la SDER, Mouhamadou Diakhaté, cette opération s'inscrit pleinement dans la dynamique de professionnalisation de la gestion de l'eau en milieu rural. Selon lui, de nombreux ouvrages précédemment gérés par des comités de gestion ou des ASUFOR n'avaient plus les moyens de renouveler les équipements défectueux, entraînant ainsi des interruptions prolongées du service.

« Les populations qui bénéficieront de l'eau produite par ces ouvrages pourront constater une nette amélioration du service », a-t-il affirmé, précisant que la SDER exploite déjà plus de 120 forages dans le département de Podor.

Au-delà de la remise en état des infrastructures existantes, l'OFOR ambitionne de renforcer durablement l'offre en eau potable dans la zone. Son directeur général, Serigne Mbacké Dieng, a indiqué que cette intervention s'inscrit dans un plan d'action plus vaste portant sur 56 sites dans le département. Celui-ci prévoit également la réalisation de nouveaux forages, la construction de châteaux d'eau et l'extension de réseaux de distribution dans le cadre du Programme d'alimentation en eau potable phase 2 et du Programme d'urgence.

Pour les collectivités territoriales, cette évolution représente un véritable soulagement. Mamadou Hann, adjoint au maire de Boké Dialloubé, a salué une réforme qui allège considérablement les charges supportées jusque-là par les communes lors des pannes répétitives des forages. Il a toutefois insisté sur la nécessité de poursuivre les raccordements dans plusieurs localités encore insuffisamment desservies.

Le sous-préfet de Saldé a, pour sa part, mis en avant les premiers résultats observés depuis l'incorporation des forages dans le périmètre de la SDER, achevée en juin 2025. Tout en reconnaissant les progrès enregistrés dans la fourniture de l'eau, il a invité la société à renforcer sa communication avec les usagers, notamment lors des interruptions de service. À travers cette opération, l'OFOR et la SDER entendent consolider la réforme de l'hydraulique rurale et garantir aux populations du département de Podor un accès plus fiable à une eau potable de qualité. Un objectif qui pourrait transformer durablement les conditions de vie dans plusieurs localités rurales de la vallée du fleuve Sénégal.

M.A.N

Mbour: **DROGUE, AVORTEMENTS CLANDESTINS ET USURPATION DE TITRE : LES DESSOUS D'UNE AFFAIRE HORS NORME**



Ce qui n'était au départ qu'une enquête sur un présumé trafic de crack a finalement mis au jour une affaire bien plus complexe mêlant exercice illégal de la médecine, avortements clandestins et usurpation de qualité.

Tout est parti d'un renseignement parvenu, le 11 juin 2026, à la brigade de recherches de Saly. Les enquêteurs sont informés de l'existence d'un réseau supposé de trafic de crack opérant entre Dakar et Mbour. Les soupçons se portent rapidement sur A.Z. Diallo et son complice présumé M. Ba, basé dans la capitale.

Dans le cadre de leurs investigations, les gendarmes organisent une intervention au domicile d'A.Z. Diallo. À leur arrivée, ils surprennent les deux hommes en train de consom-

mer du crack. Selon les premiers éléments de l'enquête, la drogue aurait été acheminée depuis Dakar par M. Ba.

Mais la perquisition va réserver une surprise de taille aux enquêteurs. Dans une pièce de l'appartement, ils découvrent une femme allongée sur un lit, sous perfusion. D'après les informations rapportées par L'Observateur, celle-ci venait de subir une interruption volontaire de grossesse pratiquée par A.Z. Diallo.

Les gendarmes approfondissent alors leurs recherches et mettent la main sur un important matériel médical. Parmi les objets saisis figurent plusieurs boîtes de produits utilisés dans le cadre d'avortements, un oxymètre de pouls, divers médicaments, une blouse médicale estampillée au nom de la clinique « Urgences 24 » ainsi que plusieurs cachets attribués à des structures sanitaires.

Les investigations révèlent également qu'A.Z. Diallo se faisait appeler « Dr Diallo » auprès de certaines patientes alors qu'il ne disposait pas des qualifications requises pour exercer la médecine.

À l'audience du tribunal de grande instance

de Mbour, M. Ba a tenté de se démarquer des activités médicales reprochées à son coaccusé. Il a affirmé que leurs relations se limitaient au trafic et à la consommation de stupéfiants.

De son côté, A.Z. Diallo a d'abord contesté les accusations avant d'admettre, selon L'Observateur, avoir pratiqué durant plusieurs années des avortements clandestins dans son appartement.

Les témoignages des responsables des cliniques citées dans le dossier ont davantage fragilisé sa défense. La directrice d'« Urgences 24 » a indiqué que le prévenu n'avait jamais été médecin mais simple ambulancier au sein de l'établissement entre 2018 et 2021. Elle a précisé qu'il avait été licencié à la suite de faits similaires. Le responsable de la clinique « Asta Seck » a, pour sa part, déclaré avoir interrompu son stage après lui avoir réclamé des justificatifs de qualification.

Estimant les faits particulièrement graves, le procureur a requis une peine de deux ans d'emprisonnement ferme contre les deux prévenus. Le tribunal rendra sa décision le 30 juin prochain.

LE CHEMIN DE L'ESPOIR : LE SÉNÉGAL À GENOUX, MAIS DEBOUT PAR LA FOI



Le Sénégal est aujourd'hui un peuple à genoux. Non pas à cause de violences ou de divisions, mais à cause de la détresse généralisée imposée par les politiques et déclarations de l'ancien Premier ministre. Son populisme et son souverainisme mal compris ont plongé le pays dans une crise économique, sociale et morale sans précédent. Les Sénégalais, autrefois fiers et résilients, se retrouvent aujourd'hui accablés par la précarité, l'inflation et le désespoir. Pourtant, dans cette épreuve, une lueur persiste : Touba D'abord, symbole de notre foi inébranlable et de notre capacité à nous relever. Le constat est accablant. L'économie sénégalaise suffoque sous le poids d'une gestion hasardeuse : dettes abyssales, inflation galopante, chômage endémique chez les jeunes et dépendance aux importations qui asphyxie nos producteurs locaux. Le misreporting financier a achevé de saper la confiance des partenaires internationaux, tandis que les déclarations tonitruantes de l'ancien gouvernement ont isolé le Sénégal sur la scène diplomatique. Résultat : un peuple exsangue, des familles entières luttant pour survivre et une jeunesse sans perspective. Pourtant, des opportunités émergent. Les nouveaux rapports avec le FMI, bien que nés d'une crise, offrent une chance de renégocier des accords équitables pour relancer notre économie. La politique diplomatique de Diomaye, plus mesurée et pragmatique, permet d'envisager une réconciliation avec nos partenaires et une

reprise des investissements. Et surtout, Touba D'abord nous rappelle que notre force réside dans notre unité, notre spiritualité et notre travail acharné.

Sauver l'agriculture est une urgence absolue. Nos paysans, ces héros silencieux, sont les premières victimes de cette crise. Sans eau, sans outils et sans accès aux marchés, ils peinent à nourrir leurs familles, encore moins le pays. Pourtant, les solutions sont à notre portée.

Le barrage de Diama existe déjà : il suffit désormais de construire des rallonges terrestres pour amener son eau jusqu'à Touba et ainsi irriguer les terres et fournir de l'eau potable. Il faut aussi construire une usine de dessalinisation à Potou pour sécuriser l'approvisionnement en eau de Diourbel et de Kaolack.

Il est temps de moderniser nos pratiques agricoles avec des subventions pour le matériel, des coopératives paysannes et des formations adaptées. Il faut également soutenir financièrement nos jeunes agriculteurs grâce à des crédits à taux zéro et instaurer des prix planchers afin de protéger leurs revenus.

Un pays qui nourrit ses enfants est un pays qui se respecte. Touba D'abord, c'est aussi le paysan d'abord.

Les Jeux Olympiques de la Jeunesse représentent une autre lueur d'espoir. Cet événement n'est pas une dépense superflue, mais un investissement dans notre avenir. Il peut redorer l'image du Sénégal, montrer au monde que nous sommes un pays stable, innovant et accueillant. Il peut laisser un héritage durable grâce à des infrastructures utiles – stades écoresponsables, transports durables – et créer des emplois dans le tourisme, le sport et la culture.

Pour réussir, il faut impliquer toutes les forces vives de la nation : les communautés locales, les guides religieux, les artisans et les jeunes. Il faut former nos forces de l'ordre, promouvoir nos produits locaux et célébrer notre culture à travers des concerts de mbalax ou des expositions

sur notre histoire glorieuse. Si le gouvernement agit avec transparence et inclusion, ce seront les Sénégalais qui gagneront, bien au-delà des médailles.

La diplomatie et les relations avec le FMI sont des leviers essentiels pour sortir de l'impasse. Le misreporting a ébranlé la confiance, mais il a aussi révélé la nécessité de réformes profondes. Avec une approche pragmatique et honnête, nous pouvons négocier des accords qui soutiennent nos priorités : l'agriculture, les énergies renouvelables et les infrastructures. La politique diplomatique de Diomaye, plus ouverte et collaborative, peut réinitialiser nos relations avec l'Union européenne, la Chine, les États-Unis et nos frères africains.

Le Sénégal a une carte à jouer : celle de la crédibilité retrouvée. Avec une diplomatie audacieuse, des réformes crédibles et une volonté inébranlable, nous pouvons transformer cette épreuve en opportunité.

La détresse est réelle, mais l'espoir est une méthode. L'agriculture, les Jeux Olympiques de la Jeunesse, les nouveaux rapports avec le FMI et une diplomatie renouvelée sont autant de leviers pour redonner dignité et prospérité à notre peuple. Touba, par son histoire, sa spiritualité et son exemple, doit guider nos pas vers la renaissance.

À la coalition du siècle, aux autorités et aux citoyens : le temps des discours creux et des promesses vaines est révolu. Le Chemin de l'Espoir exige des actes concrets, une volonté sans faille et une foi inébranlable en notre capacité à nous relever. Ensemble, nous pouvons – et nous devons – sauver le Sénégal. Touba D'abord, c'est le serment de ne laisser personne de côté et de reconstruire, pierre par pierre, la grandeur de notre nation.

Samba Kara NDIAYE
Président du Parti NADEMS

(FAIRE) DÉSIRER LE SÉNÉGAL - LE MARKETING TERRITORIAL COMME STRATÉGIE POLITIQUE, LEVIER DE PERFORMANCE PUBLIQUE ET INSTRUMENT DE SOFT POWER

L'attractivité territoriale désigne la capacité d'un territoire à capter des capitaux, entreprises, résidents et touristes, tout en favorisant leur installation durable via un cadre de vie attractif et des opportunités professionnelles.

A. Rendre un pays désirable : un acte politique majeur

Les territoires ne sont plus seulement administrés : ils sont comparés, évalués, désirés ou évités. Dans un monde hypermobile, concurrentiel et narratif, les villes, les capitales et les nations sont engagées dans une compétition silencieuse mais déterminante pour attirer talents, investissements, idées, touristes, événements, institutions et reconnaissance symbolique.

Dans ce contexte, le marketing territorial n'est ni un gadget de communication ni une affaire de slogans ou de logos. Il constitue une stratégie

politique à part entière, engageant l'identité nationale, la qualité de l'action publique, la cohérence des politiques sectorielles et la crédibilité internationale.

Rendre le Sénégal désirable — ainsi que Dakar, ses régions, ses villes intermédiaires et ses territoires ruraux — relève d'un choix de souveraineté. Car un territoire attractif est d'abord un territoire qui sait ce qu'il est, ce qu'il défend et ce qu'il promet.

B. Le marketing territorial : de la communication à la stratégie d'État

Le marketing territorial contemporain s'est affranchi de sa vision initiale, limitée à la seule promotion touristique. Il s'inscrit désormais dans une approche intégrée articulant :

l'identité territoriale ;
la performance des services publics ;

la qualité du cadre de vie ; l'offre culturelle et universitaire ; la stabilité institutionnelle ; le récit national.

Simon Anholt (Competitive Identity, Palgrave, 2007), pionnier du nation branding, rappelle que « la réputation d'un pays est le produit de ce qu'il fait, non de ce qu'il dit ». Autrement dit, la marque d'un territoire est une conséquence, non une invention.

Le marketing territorial efficace repose sur un triptyque indissociable : la réalité vécue (politiques publiques, infrastructures, gouvernance), le récit collectif (valeurs, histoire, projection) et la mise en scène maîtrisée (diplomatie, culture, image, symboles).

A Suivre
Oumar Ba
Urbaniste / Citoyen sénégalais

MONDIAL 2026 :

LE SÉNÉGAL JOUE SON VA-TOUT CONTRE L'IRAK

Les Lions de la Teranga n'ont plus droit à l'erreur. Battu successivement par la France (3-1) puis par la Norvège (3-2), le Sénégal abordera son dernier match de groupe avec l'obligation de l'emporter face à l'Irak pour espérer poursuivre son aventure à la Coupe du monde 2026.

Avec zéro point après deux journées, les hommes de Pape Thiaw occupent la troisième place du groupe I devant l'Irak, également battu lors de ses deux premières sorties. Dans le même temps, la France et la Norvège ont validé leur qualification pour les seizièmes de finale grâce à leurs deux victoires respectives.

Si la qualification directe n'est plus possible pour les Lions, l'espoir demeure grâce au nouveau format de la Coupe du monde. En effet, au-delà des deux premiers de chaque groupe, les huit meilleurs troisièmes accèdent également au tour suivant. Un scénario qui laisse encore une porte entrouverte au Sénégal.

Mais pour l'emprunter, il faudra d'abord battre l'Irak. Et pas n'importe comment. Avec une différence de buts négative (-3), les Sénégalais devront chercher un succès le plus large possible afin d'améliorer leur position dans le classement des troisièmes. Une victoire sur la plus petite des marges pourrait ne pas suffire face à la concurrence des autres groupes.

Cette situation est d'autant plus frustrante que les Lions n'ont pas été dominés de bout en bout lors de leurs deux rencontres. Face à la France, ils ont longtemps tenu tête à l'un des favoris de la compétition avant de céder dans les moments décisifs. Contre la Norvège, malgré deux buts inscrits, les errements défensifs et le manque de réalisme ont une nouvelle fois coûté cher.

Au-delà des résultats, c'est surtout l'équilibre collectif qui interroge. Six buts encaissés en deux matches, des difficultés dans les transitions défensives et des choix tactiques contestés ont alimenté les critiques autour du sélectionneur Pape Thiaw. Plusieurs observateurs estiment



que les Lions ont payé leur manque d'agressivité dans les duels ainsi que la confiance maintenue à certains cadres en difficulté.

Malgré tout, l'heure n'est pas encore aux bilans. Les Sénégalais savent qu'une victoire convaincante contre l'Irak pourrait relancer leurs ambitions et leur permettre d'attendre avec espoir les résultats des autres groupes. Dans ce contexte, chaque but marqué pourrait compter au moment du décompte final.

Le rendez-vous face à l'Irak s'annonce donc comme une véritable finale. Les Lions devront faire preuve d'efficacité offensive, de solidité défensive et surtout d'un état d'esprit irréprochable pour continuer à croire au rêve mondial.

Le Sénégal est désormais suspendu à une équation simple mais exigeante : gagner, marquer et espérer. À défaut, la Coupe du monde 2026 s'arrêtera prématurément pour une génération qui ambitionnait pourtant de franchir un nouveau cap sur la scène internationale.

Momar Alice NIANG**L'AFRIQUE ENTRE ESPOIRS, CONFIRMATIONS ET DÉSILLUSIONS**

Avec dix représentants engagés à la Coupe du monde 2026, l'Afrique nourrit de grandes ambitions. Après les premières journées de compétition, le bilan est toutefois contrasté, entre performances encourageantes et résultats décevants.

L'Égypte figure parmi les belles satisfactions du tournoi. Les Pharaons occupent la tête du groupe G après un nul face à la Belgique et une victoire contre la Nouvelle-Zélande. Le Maroc confirme également son

statut de grande nation africaine en tenant tête au Brésil (1-1), tandis que la Côte d'Ivoire et le Ghana restent en course pour une qualification au second tour.

D'autres sélections ont montré de belles dispositions. Le Cap-Vert a accroché l'Espagne, alors que la RD Congo a obtenu un précieux match nul contre le Portugal. Des résultats qui témoignent des progrès réalisés par plusieurs équipes du continent.

En revanche, le Sénégal déçoit. Battus par la France puis la Norvège, les Lions de la Teranga sont dos au mur et doivent impérativement battre l'Irak pour espérer rejoindre les seizièmes de finale parmi les meilleurs troisièmes. L'Algérie, l'Afrique du Sud et la Tunisie connaissent également un début de

tournoi compliqué.

Malgré ces difficultés, les équipes africaines continuent de démontrer qu'elles sont capables de rivaliser avec les plus grandes nations du football mondial. À l'approche de la dernière journée de la phase de groupes, plusieurs sélections du continent gardent intactes leurs chances de qualification et rêvent encore d'un parcours historique.

Aly Saleh